Les nouveaux « Bonnets rouges » de Basse-Bretagne

Ronan Le Coadic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8090>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8090

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 93-101

Référence électronique

Ronan Le Coadic, « Les nouveaux « Bonnets rouges » de Basse-Bretagne », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8090> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8090

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0093

Les nouveaux « Bonnets rouges » de Basse-Bretagne

par Ronan Le COADIC

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 93 à 101

Pour citer cet article :

—Coadic R., Les nouveaux « Bonnets rouges » de Basse-Bretagne, *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 93-101.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES NOUVEAUX « BONNETS ROUGES » DE BASSE-BRETAGNE

Ronan Le Coadic*

LORS des dernières élections législatives en juin 2002, dans un bloc compact d'une centaine de communes situées à l'ouest de la Bretagne, le parti communiste a obtenu en moyenne 15,43 % des suffrages exprimés, soit plus de trois fois la moyenne française (4,91 %). Trente-six d'entre elles sont même allées jusqu'à lui accorder de 20 % à 31,30 % des suffrages exprimés, soit quatre à six fois la moyenne française.

Une telle fidélité au parti de Lénine en pleine période d'effondrement du vote communiste peut surprendre s'agissant du fin fond de cette Bretagne que des observateurs superficiels affublent volontiers et sans nuance de la livrée des chouans. Si, par endroits, « ce pays est le refuge de la réaction, c'est la faute des révolutionnaires, qui n'ont pas su le gagner à eux »¹, écrit, en 1913, le révolutionnaire Émile Masson (1869-1923), qui ajoute que « avec le breton, on peut faire un cantique ou chanter *L'Internationale* »². Ce que confirme le témoignage d'un étudiant de BTS agricole des Côtes-d'Armor : « Chez nous, on est différent : on est communiste et on parle breton ! Pareil, Patrick aussi est très fier de parler breton. C'est un peu

dans la façon d'être rouge. On n'est pas pareil que vous. Vous, vous êtes des chouans : vous parlez le français. Nous, par chez nous, on parle le breton et on est rouge. Dans ces patelins-là, c'est lié au terroir. »³

Autre façon de dire que « le bastion communiste chevauche toutes les divisions de Bretagne, anciennes ou récentes, administratives, sociologiques ou ecclésiastiques. Il ne présente d'homogénéité qu'aux points de vue linguistique, puisqu'il se situe à 99 % en pays bretonnant, et géographique, puisqu'il est à 73 % montagneux (au sens breton du terme) et qu'il est dans une très large proportion rural et paysan » [Le Coadic 1991]. Plus précisément, 98 des 99 communes qui forment le « bastion » communiste breton⁴ se situent non seulement

* L'auteur remercie vivement Jean-Pierre Le Foll [1989] pour son précieux concours.

1. Émile Masson (alias Brenn), « Adieux à la propagande bretonne », *Les Temps nouveaux*, 29 mars 1913.

2. Propos rapporté par son épouse Elsie, dans ses « Souvenirs sur Émile Masson », *Breiz Atao*, 6 janvier 1935.

3. Entretien à Paimpol avec Jean, 20 ans, in R. Le Coadic [1998].

4. Ce « bastion » n'a évidemment aucune réalité institutionnelle. Nous avons regroupé sous ce terme, d'une part, le bloc des communes où le parti communiste a recueilli au moins 28,6 % des suffrages exprimés (la moyenne française) aux élections législatives de novembre 1946 et au moins 20 % à celles de juin 1988, d'autre part, les communes contiguës à cet ensemble qui ont eu, dans les années quatre-vingt-dix, un maire communiste (ou rénovateur), et enfin les communes limitrophes qui ont donné au parti communiste le quart, au moins, de leurs voix à au moins douze élections nationales de la IV^e et de la V^e République.

en Basse-Bretagne⁵ mais, en outre, en plein cœur de la région où la langue bretonne est la plus pratiquée aujourd'hui. Tous ces éléments, qui peuvent à tort paraître paradoxaux, offrent l'une des matrices d'intelligibilité du communisme paysan bas-breton.

Contre les stéréotypes d'une Bretagne archaïque et conservatrice, on voudrait montrer que le communisme a trouvé en Basse-Bretagne un terrain propice où de solides fondations ont été construites au fil du temps, avant de constituer le bastion actuel, qui menace certes de s'écrouler sous l'effet du déclin généralisé du parti mais qui tient encore debout.

Un terrain propice au communisme agraire

La genèse du « bastion rouge » s'inscrit dans la longue durée. L'un des plus anciens éléments qui ont pesé sur les conditions d'implantation du communisme dans cette zone aux confins des Côtes-d'Armor, du Morbihan et du Finistère est sûrement la quévaise. C'est « une coutume née de conditions destinées à attirer des défricheurs, puis à les transformer en agriculteurs », explique Jeanne Laurent [1972]. La quévaise s'est perpétuée jusqu'à la Révolution mais est restée prégnante au-delà, tant dans la mémoire collective que dans les pratiques d'organisation et d'exploitation des terres.

Les ordres religieux, cisterciens d'abord puis templiers, à l'origine des quévaises, se sont implantés en Basse-Bretagne durant la première moitié du XII^e siècle [*ibid.*]. La quévaise est une « hostise », institution qui, pour le défrichement, attire des « hôtes » nés sur d'autres terres. Ce sont souvent des personnes en rupture de ban avec la société, car sur les terres des Templiers et des Hospitaliers est accordé le

privilege du droit d'asile. À son arrivée, chaque hôte reçoit un lopin de terre dont il a la jouissance illimitée sans jamais en être propriétaire. En échange, il doit payer une rente annuelle. Les lopins sont tous exactement de même taille et il est interdit de bâtir des clôtures sur les terres communes. La quévaise se caractérise par une véritable vie communautaire dans un habitat groupé, rare en Bretagne.

Ce mode de vie singulier, qui a fonctionné pendant sept siècles, est susceptible d'avoir façonné les représentations des générations qui l'ont vécu mais également celles des générations ultérieures, en favorisant une attitude positive à l'égard du collectivisme et de l'égalitarisme. En effet, la coïncidence entre la carte des communes et des paroisses à quévaises, sises dans les monts d'Arrée ou en Trégor intérieur (région de Bégard et Guingamp), et la carte de la partie septentrionale du territoire de l'actuel bastion communiste ne laisse pas d'être source d'interrogations.

Toutefois, les particularités de la quévaise, parfaitement adaptées au cadre originel du défrichement et de la vie communautaire, deviennent insupportables à mesure qu'évolue la société bretonne. La guerre de la Succession de Bretagne (1341-1381) provoque la désertion des campagnes. Dans des villages aux trois quarts abandonnés, ceux qui restent s'entendent pour réserver les abords de chaque quévaise à leurs tenanciers. Ils bâtissent des talus sur ces parties de terres communes proches de

5. La Bretagne est traversée par une frontière linguistique qui va de Plouha à Vannes. À l'est de cette ligne se trouve la Haute-Bretagne, de culture romane, et à l'ouest, la Basse-Bretagne, de culture celtique.

leurs lopins. Les moines les leur refusent, arguant d'un droit qui, d'oral et évolutif, s'est progressivement figé en droit écrit. Les tenanciers engagent donc de nombreux procès contre leurs seigneurs, qu'ils perdent régulièrement. La situation devient explosive et génère des siècles de haine à l'encontre des moines ainsi que de nombreuses révoltes et violences. C'est une première source d'hostilité envers l'Église, alimentée par d'autres événements.

Selon Georges Minois, de 1500 à 1620, la piété populaire est à son apogée en Trégor : « pardons, pèlerinages, foires, offrandes, fondations pieuses connaissent un essor extraordinaire » [1987 : 73]. Quant au clergé, « les statuts synodaux de Guy Campion, entre 1620 et 1624, dépeignent les chanoines comme des vauriens, qui ne portent même plus l'habit ecclésiastique dans la cathédrale, qui passent leur temps à la taverne, mangent et boivent pendant les offices qui se déroulent d'ailleurs dans la plus épouvantable confusion » [*ibid.* : 89]. Les fidèles, cependant, n'en veulent pas à leurs prêtres, qui sont au sein de la population trégorroise comme autant de poissons dans l'eau, du moins jusqu'à la contre-réforme tridentine visant à remettre en vigueur la séparation du sacré et du profane.

Les paysans trégorrois n'éprouvent pas le besoin de réformer leur foi ni leurs pratiques. La réforme vient de l'épiscopat, et les prêtres chargés d'en diffuser le message d'austérité ne peuvent guère prêcher par l'exemple. De surcroît, elle vient de l'est francophone, et « le Trégor est d'autant plus méfiant vis-à-vis de ces innovations qu'elles sont issues d'une culture étrangère suffisamment proche et présente pour être menaçante » [*ibid.* : 323]. Enfin, la

paysannerie doute d'une réforme qui a séduit la noblesse par son aspect intellectuel et élitiste. Il s'ensuit que la contre-réforme aboutit à un échec : le nouveau clergé est ressenti par la population comme étranger et, de ce fait, il est isolé. Les fidèles se détachent de la religion, continuant, certes, à fréquenter la messe jusqu'au XIX^e siècle mais, avant tout, par conformisme et par peur de l'enfer.

La baisse de l'emprise du clergé sur la population et la chute de la ferveur religieuse, si elles n'ont pas mécaniquement favorisé l'apparition de courants revendicatifs en Trégor et en Cornouaille, ne leur ont pas été non plus étrangères, en sorte qu'a pu émerger une forte tradition de luttes agraires égalitaristes.

Au fil des siècles, une succession de révoltes agraires met les paysans bretons aux prises avec la noblesse et les villes. C'est le cas, dès 1490, en pleine guerre franco-bretonne, puis, en 1589-1590, lors des guerres de la Ligue. En 1675, sous le règne de Louis XIV, la célèbre révolte des « Bonnets rouges » embrase la région, contestant l'ordre féodal dans son ensemble. Or, il faut le souligner, ce sont toujours les mêmes zones qui se soulèvent : le Trégor et la Cornouaille, qui prendront ultérieurement le parti de la Révolution, puis celui de la République. Elles constituent ce que Pierre Flatrès [1986] a appelé la « diagonale contestataire », dont l'actuel bastion communiste est le cœur. Mais comment expliquer ce choix continu pour la contestation, alors que la Haute-Bretagne, le Léon et le Vannetais prennent toujours, eux, le parti de l'ordre ?

En premier lieu, les paysans insurgés agissent en vertu de motifs égalitaristes, dotés d'une sorte de conscience de classe les opposant tant

à la noblesse qu'aux villes. « Sous le “bruit et la fureur de la populace furieuse et enragée” se dégage d’abord, en 1590 comme en 1675, la revendication de l’égalité. [...] Or, la ville comme la noblesse mettent en cause cette égalité. » [Meyer et Dupuy 1975 : 421-422]

En deuxième lieu, la fronde est la plus forte là où le sentiment d’injustice est le plus grand, c’est-à-dire en pays de domaine congéable⁶, et là où les rapports avec la noblesse sont les plus difficiles.

Ainsi constate-t-on une remarquable concentration sur un même espace de trois facteurs décisifs qui ont préparé les esprits, comme on prépare un sol : la mémoire longue de la quévaise, une sécularisation de la vie quotidienne et un esprit égalitariste, propice à la révolte. Cette triple confrontation de ces populations bretonnes à leur histoire a pu offrir un terrain favorable à l’implantation des idées de gauche, dans leur version communiste. Cette généalogie ne peut pourtant jouer à elle seule ; elle vient s’articuler à des facteurs conjoncturels et structurels qui vont donner au communisme de robustes assises.

De solides fondations

Depuis longtemps, le Centre-Bretagne n’est pas exclusivement agricole puisque des industries rurales y sont implantées. Premièrement, les industries de la forêt font vivre, outre des charbonniers et des sabotiers, de nombreux bûcherons qui forment un véritable prolétariat. Ils n’ont que leur force de travail ; ils sont payés à la pièce ; ils ont une vraie conscience de groupe ; certains d’entre eux travaillent en usine l’été ; leurs conditions de vie sont précaires. Deuxièmement, le sud du bastion compte

beaucoup d’ardoisières. En 1911, on en dénombre 24, faisant vivre 5 000 personnes, avec des salaires très bas, par assimilation aux ouvriers agricoles. Troisièmement, dès le XVIII^e siècle, la grande industrie est également présente dans la région. En 1732, la Compagnie des mines de Basse-Bretagne est créée pour exploiter les mines de plomb argentifère de Poullaouën et Huelgoat. Ses cadres sont originaires d’autres provinces du royaume et surtout de Grande-Bretagne et d’Allemagne ; en revanche, l’immense majorité de la main-d’œuvre est composée de journaliers recrutés sur place. Dans son *Voyage dans le Finistère*, en 1794 et 1795, Cambry parle de « 2 400 hommes, femmes et enfants employés à la mine ». Ceux-ci ont une mentalité paysanne mais se révoltent aussi parfois, notamment en 1767 quand la Compagnie veut diminuer le salaire des casseurs. Une grève, menée à l’initiative des femmes, conduit la Compagnie à capituler. Les mines ferment certes leurs portes dès les années 1870, mais on ne peut totalement exclure qu’une partie de la population locale ait conservé de cette époque le sens des luttes sociales. Par ailleurs, Carhaix, dotée de la première gare à réseau métrique de France, comporte dès 1890 un grand centre cheminot qui a compté jusqu’à 400 ouvriers. Contrairement aux catégories précédentes, ces derniers appartiennent clairement à la classe ouvrière et le revendiquent, en

6. Le domaine congéable est le mode de tenure prédominant en Basse-Bretagne à l’époque. Il partage la propriété en deux : le fonds pour le seigneur foncier ; les « édifices et superficies », à savoir tous les travaux et constructions réalisés à la surface du sol, pour le domanier. Ce dernier peut, comme tout fermier, être congédié par le propriétaire du sol.

raison notamment d'une tradition syndicale très comparable à celle d'autres catégories ouvrières.

Cependant, d'autres « semeurs d'idées » ont également de l'influence sur les ruraux.

Parmi les mécanismes propices à l'apparition d'un vote de gauche, André Siegfried a souligné l'importance de la « circulation des idées ». Avant l'émergence du communisme, deux groupes complètement différents concourent à diffuser des « idées nouvelles » dans la zone concernée. D'une part, les *pilhaouerien* (les « chiffonniers ») – marchands ambulants qui parcourent la région à la recherche de chiffons vendus aux moulins à papier – introduisent très tôt des idées républicaines dans les monts d'Arrée, par les contacts réguliers qu'ils entretiennent avec les villes. D'autre part, des protestants s'installent en Basse-Bretagne à partir du début du XIX^e siècle, à l'initiative de missionnaires gallois. Ils s'implantent dans la diagonale contestataire, sans doute parce que l'Église catholique y est déjà affaiblie. En butte à l'hostilité générale, ils doivent lutter, non seulement contre le clergé catholique mais contre toutes les autorités. Par la suite, certains intellectuels ou certains convertis n'hésitent pas à établir une continuité entre protestantisme et communisme.

Quand le parti communiste apparaît, il peut compter sur divers diffuseurs d'idées. Il ne semble pas que les instituteurs colportent des idées communistes. En revanche, ils permettent aux jeunes d'émigrer dans de bonnes conditions en les dotant d'un solide bagage scolaire. À partir du début du XX^e siècle, en effet, la Bretagne connaît un véritable exode, au point que, malgré une forte natalité, entre 1911

et 1946, la population de la péninsule décroît. Le pôle d'accueil essentiel est la région parisienne, notamment autour de Saint-Denis, où les associations de Bretons de Paris sont contrôlées par le parti communiste. Très vite, les Bretons déracinés « virent au rouge » et, quand ils reviennent au pays, ils propagent les idées révolutionnaires. Ces idées séduisent d'autant plus les populations qu'elles ont sous les yeux des figures du dévouement communiste, comme Fernand Jacq à Huelgoat et Marcel Hamon à Plestin-les-Grèves. De même, Marcel Cachin, directeur de *L'Humanité* de 1918 à 1958, est un homme de grande envergure qui sait rester « proche du peuple » et qui revient fréquemment en Bretagne, où il est aimé et respecté, y compris de ses adversaires politiques. C'est dans ce contexte qu'un traumatisme vient secouer le monde rural.

Les années vingt sont une période de prospérité pour l'agriculture bretonne : ses revenus augmentent à mesure qu'elle s'ouvre sur l'extérieur et s'intègre à l'économie globale. Quand survient la dépression des années trente, elle subit le sort de cette économie et s'en trouve fragilisée. Le mécanisme de propagation de la crise est simple : d'un côté, les prix baissent, vraisemblablement en raison d'un excès d'offre dû à l'accroissement des rendements et à des conditions climatiques très favorables ; de l'autre, la demande diminue, du fait de la chute des revenus urbains. Or, les charges continuent de s'alourdir, qu'il s'agisse des machines, des engrais, de la main-d'œuvre ou encore des charges sociales. La situation se dégrade rapidement et, en 1935, le préfet des Côtes-du-Nord craint des troubles politiques. « La crise agricole », écrit-il au ministre de l'Intérieur, « survenue après les

dix années de prospérité qui ont suivi la guerre, a profondément transformé l'âme paysanne ; les ruraux ont pris conscience de leur force. »⁷ Plusieurs faillites se produisent, suivies de ventes-saisies qui consistent à saisir les biens d'un agriculteur, dans l'incapacité de rembourser ses créanciers, puis à les vendre aux enchères.

Dans l'ouest des Côtes-d'Armor, les communistes combattent farouchement ces opérations. Ils mettent au point deux méthodes imparables : venir en masse faire pression sur l'assistance afin que personne n'ose proposer une enchère ou, au contraire, surenchérir sans discontinuer pour que les biens mis en vente atteignent une valeur dissuasive (« folle enchère »). Le parti y gagne bientôt une vraie popularité lui permettant, non seulement de s'implanter dans des zones déjà acquises à la gauche mais également, au lendemain de la guerre, de faire basculer vers le communisme les cantons de Plestin-les-Grèves et Plouaret, traditionnellement à droite. L'activisme de Marcel Hamon n'est pas non plus étranger à cela : ce « militant qui parle simplement, en breton », ce « garçon du pays »⁸, est infatigable et organise deux-cents réunions publiques contre les ventes-saisies. Ces dernières jouent par conséquent le rôle de « grand événement qui bouleverse les sentiments », pour reprendre l'expression de Paul Bois [1971] ; les communistes savent s'y investir à fond et se constituer ainsi un capital de sympathie. Ces ralliements, ces basculements, ces fidélités résolues vont progressivement se cristalliser et se structurer pour faire « Parti ».

Le bastion

La guerre fait passer le parti communiste du stade de petit parti en expansion à celui de parti

dominant et omniprésent. Auréolé de sa participation à la Résistance et des sacrifices de ses membres, il devient à la Libération une véritable « organisation de masse », soutenue par une galaxie d'organisations amies qui savent attirer la population vers le communisme. À son apogée, en 1946, le parti compte 4 300 membres dans la région, soit un communiste pour huit électeurs ; ils sont encore 1 700 en 1956. Le maillage est dense : la seule section de Scrignac comprend dix cellules. À l'évidence, il s'agit d'une place forte du PC dans les environs car, passé l'enthousiasme de l'après-guerre, des dizaines de cellules végètent.

Néanmoins, si le vivier militant fluctue, il ne disparaît pas et contribue à entretenir la puissance électorale du parti. Comme dans toute la France, les résultats à la Libération sont spectaculaires. Cependant, alors qu'ailleurs le repli est rapide, ici les positions sont conservées, quel que soit le scrutin considéré. Trente maires communistes, dont deux tiers de paysans, sont élus en 1945 quand ils n'étaient que deux en 1935 ; ils sont encore vingt-cinq en 1953. Onze conseillers généraux communistes sont élus en 1945 ; ils sont encore sept après les renouvellements de 1949-1951 et 1955-1958. Sept députés communistes sont envoyés à l'Assemblée nationale par les Bretons en 1946, dont deux sont issus du Centre-Bretagne, où le parti communiste totalise 40 % des suffrages exprimés (et la majorité absolue dans une vingtaine de communes) ; ils sont encore cinq en 1956, dont trois sont originaires de la zone d'étude.

7. Archives départementales des Côtes-d'Armor 3M. Rapport du préfet du 13 novembre 1935.

8. Entretien téléphonique avec Marcel Hamon, été 1988.

La puissance électorale du PC est encore plus grande dans certains secteurs dénommés « petites Russies ». À Plufur, Saint-Nidodème, Coatacorn, son influence est considérable, et ces communes acquièrent ainsi une solide réputation. Trémel, Lanvellec, Plounévez, Louargat, Saint-Laurent, Coadout, Kergrist, Saint-Nicolas-du-Pélem, Berrien, Scrignac, Huelgoat, Motreff, Spézet, Landeleau et Leuhan marient communisme rural et municipal, rayonnent d'un rouge vif, déteignent sur les communes voisines, inscrivant l'emprise communiste dans l'espace et la durée. Les réalisations des élus et l'activisme des militants servent d'exemple et alimentent le discours dominant.

De la Libération à nos jours, le parti communiste, qui se présente explicitement comme l'héritier des Bonnets rouges, revendique la lutte en faveur des déshérités. Bien qu'à la fin de la guerre on trouve à tous les niveaux de l'éventail idéologique une lecture « techniciste » et moderniste du développement agricole, seul le parti communiste, du moins par sa voix bretonne, tient des propos qui ressemblent à ceux des agrariens de gauche d'avant-guerre. Il brosse un sombre tableau des campagnes bretonnes et propose diverses mesures pour sauver la petite exploitation et mettre un frein à l'exode rural. En prônant une lutte de classes entre « petits » et « gros » agriculteurs, il se pose en défenseur du petit et moyen exploitant. Ces paradoxes font dire à Edgar Morin [1967] qu'un « dérèglement métabolique » règne en Bretagne : les petits paysans « rouges » sont individualistes et passésistes, tandis que les « blancs » innoveraient et coopèrent.

Pourtant, en son bastion de Basse-Bretagne, le parti communiste offre aux gens qui se recon-

naissent en lui un sens à donner à leur vie. Pour l'ancien chef des FTP (francs-tireurs et partisans) du Finistère, Daniel Trelu, « chez les paysans des monts d'Arrée il y a l'espérance d'un monde beaucoup plus fraternel ; il y a une transposition des valeurs de l'Évangile dans la doctrine communiste » [Le Coadic 1991]. Le PC promeut, en effet, les valeurs de l'altruisme et du dévouement. Il diffuse une symbolique : à Lesconil, sur les maisons et les tombes des marins, on voit la faucille, le marteau et l'étoile rouge ; en Centre-Bretagne, dans les années cinquante, des secrétaires de section distribuent des portraits de Staline. Le parti fonde sa légitimité sur un sacrifice : celui des « martyrs » de la Résistance. Il s'appuie sur des représentants qui remplissent la mission que les Bretons attendaient jadis du clergé : ils font partie intégrante de la population des « petits », dégagent beaucoup de charisme et se consacrent avant tout aux questions agricoles et à celles de la vie quotidienne. Exactement comme une Église, dans l'optique de Durkheim, le PC renforce et restaure, par ses rites, la solidarité du groupe : l'une de ses principales activités consiste à organiser des cérémonies commémoratives ou funèbres ; les obsèques des anciens résistants communistes sont l'occasion, pour la communauté, de se resserrer autour de ses disparus et d'entendre les discours des nouveaux dirigeants locaux. C'est probablement ainsi que le parti communiste parvient à résister en Basse-Bretagne quand tout s'effondre autour de lui.

En marge de la vie politique nationale, le PC conserve, dans son bastion breton, l'essentiel de son capital militant, surtout électoral, et ce, pendant des décennies. Il engrange même

de nouveaux mandats électifs au cours des années soixante-dix. L'Union de la gauche lui profite là où il était le plus solidement implanté, et il faut pratiquement attendre 2001 pour que de larges fractures viennent lézarder le bastion. Entre-temps, ses fondations se fragilisent : sa base sociale, la petite paysannerie, s'éteint progressivement. De plus, la population locale vieillit. C'est certes, à court terme, un gage de maintien de la « tradition rouge » mais cela représente aussi une menace pure et simple. Il s'ensuit que la force militante du PC décline⁹ et que les « petites Russies » disparaissent les unes après les autres.

Aux élections locales, les pertes des années 1989 et 1995 sont encore compensées par des gains ; ce n'est plus le cas en 2001. De 1995 à 2001, le nombre de municipalités communistes dans le bastion passe de 20 à 12 et, de 1998 à 2001, le nombre de conseillers généraux passe de 8 à 3. Des élus âgés, qui ont accompli cinq ou six mandats, se présentent une fois de trop. En outre, d'importantes coalitions se forment, qui ne veulent plus d'élus communistes dénoncés comme des « freins au développement » et comme des « symboles de fermeture ». Aux élections nationales, le PC se maintient jusqu'en 2001. Ainsi, aux présidentielles de 1995, Robert Hue arrive en tête de tous les candidats dans le canton de Callac et, en juin 1997, Félix Leyzour est largement élu député. Toutefois, en 2002, les tendances nationales ne sont plus atténuées : Robert Hue n'obtient que 9,82 % des voix dans le bastion et seules 16 communes votent pour lui à plus de 15 %. Aux élections

législatives, néanmoins, le parti communiste remonte la pente et recueille 15,43 % des suffrages exprimés ; dans 51 communes il dépasse les 15 %.

Longtemps, la force électorale l'a emporté sur l'organisation partisane qui, dans le même temps, contribuait à l'entretenir. Mais, depuis les années quatre-vingt, le vivier ne se renouvelle plus. Au-delà des rites funéraires (obsèques civiles des vétérans), les manifestations non électorales se limitent aujourd'hui à des potées cantonales et à quelques fêtes de section qui attirent les (vieux) convaincus. L'action syndicale subit de manière plus accentuée encore cette évolution, et le MODEF¹⁰ n'a désormais plus d'élus aux Chambres d'agriculture.

Le bastion communiste breton ne relève ni du paradoxe ni d'un motif unique et circonstanciel mais d'un faisceau de raisons profondes et convergentes qui s'inscrivent dans la longue durée. Par une sorte d'effet d'hystérésis, il tient encore debout, vaille que vaille, malgré les terribles coups de boutoir qu'il a subis en 2001 et en 2002. Sa vigueur très relative est cependant illusoire puisqu'elle repose sur l'âge d'une population qui se borne à reproduire une « tradition rouge » là où de jeunes défricheurs inventèrent jadis un communisme avant la lettre.

9. La Fête de la Terre de Scignac s'est transformée en concours de belote...

10. Mouvement de défense des exploitations familiales. Syndicat agricole communiste, créé en 1959.

Bibliographie

· · ·
101

Bois, P. — 1971, *Paysans de l'Ouest*. Paris, Flammarion.
Flatrès, P. — 1986, *La Bretagne*. Paris, PUF.
Laurent, J. — 1972, *Un monde rural en Bretagne au x^e siècle. La Quévaïse*. Paris, SEVPEN.
Le Coadic, R. — 1991, *Campagnes rouges de Bretagne*. Morlaix, Skol Vreizh. — 1998, *L'identité bretonne*. Rennes, Presses universitaires de Rennes et Terre de Brume.
Le Foll, J.-P. — 1989, « Campagnes rouges de Bretagne centrale : l'implantation communiste en Trégor

intérieur et haute Cornouaille, 1944-1958 ». Mémoire de maîtrise. Brest, Université de Bretagne occidentale.
Meyer, J. et R. Dupuy — 1975, « Bonnets rouges et blancs bonnets », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* 82 (4) : 405-426.

Minois, G. — 1987, *La Bretagne des prêtres en Trégor d'ancien régime*. Brasparts, Beltan.

Morin, E. — 1967, *Commune en France : la métamorphose de Plodémet*. Paris, Fayard.

Résumé

Ronan Le Coadic, *Les nouveaux « Bonnets rouges » de Basse-Bretagne*

En Bretagne, le communisme a su gagner le cœur des paysans du Trégor et de haute Cornouaille. Le fait peut paraître surprenant car les campagnes bretonnes ont – à tort – la réputation d'être conservatrices. Il n'y a pourtant nul paradoxe à cette vigueur mais un faisceau de causes profondes qui s'inscrivent dans la longue durée. Trois siècles de conflits entre la paysannerie et la noblesse ou l'Église ont préparé le terrain. Puis des « semeurs d'idées » parcourent le pays pendant des décennies. Enfin, le rôle actif des communistes dans la Résistance et le culte qui leur est rendu après la guerre permettent l'épanouissement du parti dans un terroir où il bénéficie d'un véritable transfert de foi.

Abstract

Ronan Le Coadic, *The New "Red Bonnets" in Lower Brittany*

In Brittany, Communism won over the hearts of peasants in Trégor and upper Cornouaille. This might come as a surprise in a countryside mistakenly reputed to be conservative. This is no paradox however; it can be set down to a bundle of causes working in depth and in the long run. Three centuries of conflict between the peasantry and nobility or Catholic Church had plowed the field. For decades, ideas had been sown throughout the countryside. The active role of its members in the Resistance during WWII and the prestige thereafter enabled the French Communist Party to expand in an area where it benefitted from a transfer of allegiance.